

Frédéric Dufoing: "L'écologisme contre l'Etat"

 linactuelle.fr/index.php/2020/05/02/ecologisme-etat-frederic-dufoing

Frédéric Dufoing

2 mai
2020

l'Inactuelle

Revue d'un monde **qui vient**



Les partis écologistes qui participent au jeu électoral ont-ils jamais réussi à faire avancer concrètement la cause de l'écologie ? Frédéric Dufoing en doute, et il nous explique pourquoi.

L'abîme entre l'écologisme participatif et les mouvements radicaux s'est accentué au point qu'on peut dire que, contrairement à la situation du début des années 1980, ils n'ont absolument plus rien en commun si l'on excepte un très vague éthos et quelques référents culturels, lesquels tiennent essentiellement à ce qu'en dit la vulgate médiatique. Les partis politiques écologistes sont de moins en moins – s'ils l'ont jamais vraiment été – des relais institutionnels des revendications radicales. Bridés par la logique de leur forme institutionnelle, happés par le marketing électoral qui implique la course au conformisme de niche et contaminés par les outils mis à leur disposition quand ils participaient au pouvoir, ces partis sont devenus à la fois environnementalistes (la nature devenant un objet à protéger et non pas un sujet indiquant des limites), confortablement sociaux-démocrates (axant leur projet sur des objectifs de relance par

la demande « écologique », comme le *green new deal*), interventionnistes, « héroïques » au sens ou l'entend le grand écologiste états-unien Wendell Berry[1], technophiles (faisant miroiter qu'une énergie doit être remplacée ou économisée grâce à une nouvelle technique et/ou grâce à des investissements, sans autre changement fondamental de mode de vie), partisans de la démocratie participative (et donc pas de la directe) et libertariens du point de vue des mœurs, voire tentés par une forme plus ou moins édulcorée de transhumanisme (abandonnant de fait toute référence morale, culturelle ou biologique à la nature humaine).



L'écologisme trahi.

L'ancrage de l'écologisme participatif dans une gauche de gamme, ou de niche, a pu faire son succès (avec néanmoins un plafond de verre observable à peu près partout), mais au prix de l'abandon complet de son projet, de ses valeurs principales et de ses constats d'origine. Par ailleurs, de tous les points de vue, ses résultats sont tout aussi médiocres voire inexistantes – même en termes purement environnementaux – que ceux des grandes organisations internationales, publiques ou privées, de défense de l'environnement. On est même en droit de se demander si ces organisations et partis n'ont pas été carrément nuisibles à la cause qu'ils prétendaient amener sur la scène publique, fût-ce par la légitimité morale qu'ils ont apporté au système politique, économique, social et culturel qu'ils prétendaient réformer : utiliser les outils qu'on vous donne, de surcroît de la manière dont on vous dit de les utiliser, n'est-ce pas valider ces outils et les valeurs qui en constituent la fabrication et l'usage ? Ce qui a perdu le socialisme, et le marxisme, est aussi ce qui a perdu l'écologisme *mainstream*. Bernard Charbonneau et Jacques Ellul l'avaient prédit. On ne peut pas plus faire du socialisme que de l'écologisme dans un cadre, un corset institutionnel et juridique libéral.

Il faut souligner qu'il existe quelques rares points d'accroche entre une partie (néanmoins importante) de l'écologisme radical et l'écologisme participatif autour de cette étrange chimère qu'est l'écosocialisme. Sans doute celui-ci est-il une nécessité rhétorique visant implicitement à faire passer l'écologisme pour une idéologie peu soucieuse des questions d'équité et de solidarité, alors qu'elles sont au centre de ses préoccupations depuis le départ, puisque la première mouture de l'écologisme est l'écologie sociale de Murray Bookchin, laquelle existait bien avant la *deep ecology* ou même le décroissantisme, et refusait, contrairement à l'écosocialisme aujourd'hui, toute forme de hiérarchie institutionnalisée, et donc logiquement l'Etat.

On est même en droit de se demander si ces organisations et partis n'ont pas été carrément nuisibles à la cause qu'ils prétendaient amener sur la scène publique.

L'écosocialisme pouvait peut-être avoir un sens à une époque où le mot « socialisme » renvoyait au socialisme de William Morris, à la rigueur à celui de Barry Commoner dans l'impitoyable contexte libéral américain ou, de manière plus convaincante, à celui, autogestionnaire, et donc presque anarchiste, d'André Gorz ; il n'en a aucun lorsqu'il renvoie à des *green new deal* et des croissances vertueuses par chiquenaudes étatiques. Comme le plastique diffuse les perturbateurs endocriniens dans l'eau qu'elle contient, la bouteille socialiste diffuse le poison de la béatification de l'Etat dans l'écologisme.

Or, il faut être absolument clair sur une chose : il est *impossible* d'être un écologiste cohérent et intègre si l'on a confiance en l'Etat, si on l'accepte comme donnée primaire de l'organisation de la société. La confiance en l'Etat relève de la même croyance que celle en la neutralité des techniques, que n'a cessé de combattre Ellul, Anders et tant d'autres : c'est un poison intellectuel, sans doute l'un des pires de l'histoire de notre espèce. On en a récemment vu un avatar supplémentaire avec le *Capital et idéologie* de Thomas Piketty, qui rabâche la sempiternelle fable sociale-démocrate de la réduction des inégalités par la fiscalité progressive et des mesures de participation des travailleurs aux décisions des entreprises, le tout implicitement mis en place par un Etat soudainement bienveillant et démocratique. Ceci nous amène au second point de notre réflexion.



Capitalisme et Etat.

De nombreux courants écologistes, radicaux en particulier, ont axé leur critique et donc leur projet alternatif sur la responsabilité du capitalisme dans le désastre écologique actuel : pour eux, changer la société, sauver l'humanité et la nature, c'est se débarrasser du capitalisme, par n'importe quel moyen, en incluant l'appareil d'Etat. C'est d'ailleurs ce qui justifie généralement l'ancrage « à gauche » de nombreux mouvements – radicaux comme superficiels – de l'écologisme. Pour ne prendre qu'un seul exemple, dans son récent petit livre de synthèse consacré à la décroissance, Serge Latouche passe complètement à côté de l'Etat ; pire, il écrit : « l'exercice du pouvoir étant nécessairement une trahison de l'utopie, il s'agit d'obtenir des gouvernants en place, quels qu'ils soient, qu'ils respectent la volonté du peuple s'il est majoritairement acquis à la décroissance, non nécessairement de le remplacer. Ce n'est donc pas l'Etat en lui-même qui intéresse la décroissance, mais le pouvoir et la dialectique du pouvoir et du contre-pouvoir^[2] » ; et il ajoute, après avoir cité le Chiapas en exemple : « il s'agit alors de repenser l'organisation politique en la construisant depuis la société elle-même .^[3]» A l'instar de beaucoup d'écologistes radicaux, et de Bookchin lui-même (qui ergote beaucoup sur les hiérarchies, mais passe complètement à côté de l'Etat comme ensemble si spécifique d'institutions), Latouche semble croire qu'on peut créer une nouvelle société en passant à côté de l'Etat, en faisant pour ainsi dire comme s'il n'existait pas : le contourner plutôt que l'utiliser. La question de la mécanique et de la violence d'Etat est complètement évacuée – alors même que c'est très exactement celle que pose le Chiapas, pris entre la démocratie paysanne, les mafias et l'Etat.

C'est là une erreur considérable, pour plusieurs raisons. D'abord parce que, historiquement, des désastres écologiques de vastes ampleur ont eu lieu sans aucune intervention du capitalisme tel que nous le concevons aujourd'hui (notamment durant l'antiquité grecque, dans l'empire chinois et au sein de diverses cultures d'Amérique centrale et du sud) alors que des organisations proto ou paraétatiques étaient déjà en place. Des systèmes politiques et économiques étatistes et planificateurs qui rejetaient clairement plusieurs des pans du capitalisme (la propriété privée des moyens de production et le marché libre) ont été au moins aussi destructeurs de la nature et déshumanisant pour l'homme que le sont aujourd'hui les sociétés capitalistes.

Le capitalisme a certes sa part (immense) de responsabilité, notamment dans *l'ampleur* actuelle – et inédite – du problème : sans capitalisme, pas de révolution industrielle, et pas de mondialisation du désastre. Or le capitalisme ne s'est pas imposé comme un monopole économique, comme une rationalité unique, comme un ordre légal par ses propres œuvres : il a fallu qu'il s'appuie sur une organisation bienveillante, qui se nourrissait des résultats de son implacable logique : l'Etat.

Le capitalisme ne s'est pas imposé comme un monopole économique par ses propres œuvres : il a fallu qu'il s'appuie sur une organisation bienveillante, qui se nourrissait des résultats de son implacable logique, l'Etat.

Le capitalisme ne peut devenir d'abord un système, et ensuite un système globalisé et monopolistique (contre les autres formes de systèmes d'échange et les compartimentages locaux, sociaux), *que* parce que l'Etat, par la coercition et le contrôle, en somme, par son propre monopole de la violence légitime, le lui a permis. Bien sûr, il aurait pu en être autrement et le rôle de certaines conjonctures spécifiques d'événements, de valeurs, de dispositifs historiques particuliers qui marquent le basculement progressif du moyen-âge vers ce que l'on appelle l'âge moderne, n'est pas à négliger, mais il n'en demeure pas moins que, sans l'Etat en train de se former, le capitalisme n'aurait pas pu s'imposer avec une telle densité, à une telle vitesse et d'une manière si expansive. Il est vrai que le capitalisme donne dès ses origines à l'Etat de puissants moyens d'agir, et aucun système économique n'a été plus efficace que lui dans ce type de mission : créer les moyens exclusifs de soumettre, de contraindre ; réciproquement, plus l'Etat soumet et contraint, plus les populations sont dociles à une logique économique qu'elles ne veulent pas. Et s'il existe des tensions entre le capitalisme et l'Etat, elles sont *à la marge* : jamais l'Etat moderne n'a, en « Occident », remis en cause le capitalisme, c'est-à-dire ses *fondements* (la sacralité de la propriété privée comprenant la notion d'*abusus* et la possibilité légale d'accumulation et de transfert individuels de capital monétarisé ou monétarisable, le marché libre basé sur l'offre et la demande et des signaux-prix, la monnaie unique sur de vastes territoires, le salariat, etc.) ; et si, comme le soulignait Polanyi dans *La Grande Transformation*^[4], il a dû faire de vagues concessions (l'Etat dit « social » qui fait frétiler Piketty et se met en place durant les cinquante premières années du XX^e siècle), elles ne sont jamais que des ajustements, des *ressacs conjoncturels*, qui permettent au monopole étatique de se maintenir en place *dans l'état donné de ses capacités* et, par ailleurs, de soutenir le

capitalisme lorsqu'il entre en crise. Car, contrairement à ce qu'affirme la doxa libérale, jamais celui-ci ne pourrait tenir sans une intervention constante de l'Etat qui, d'une part, réprime (et délégitime) les oppositions, d'autre part, limite les monopoles qui freineraient les logiques d'innovations productives du marché et, enfin, ponctionne sa population de manières directe (impôts, taxes pris sur la population plutôt que sur le capital) et indirecte (législations favorables au droit de propriété, comme la suppression des communaux et des coutumes, la précarisation du salariat permettant la « liberté » sur le marché du travail, etc.) pour assurer l'accumulation du capital.

Or, les capacités, en particulier les moyens techniques de l'Etat, en sont arrivées à un stade où, couplées à une conjoncture politique durable (l'arrivée de la Chine et de divers autres Etats mastodontes comme l'Inde, le Brésil, les tigres asiatiques, etc.) plus que favorable à la forme politique étatique (rien ne sert plus l'Etat que la concurrence entre les Etats), la nécessité d'ajustements sociaux s'amenuise : depuis la fin des années 1990, il (re)devient plus rentable, plus efficace, peut-être même plus confortable d'abattre la contestation (qu'elle soit structurelle ou conjoncturelle) que de lui faire des concessions, même à la marge, en particulier dans un contexte où, en vertu de connivences sociales qui mêlent aristocratie d'Etat et aristocratie d'argent, et à la faveur de la création d'institution qui ont élargi l'assiettes des populations participant au pouvoir tout en annulant presque complètement l'effectivité de cette participation, les Etats ont abandonné l'essentiel du contrôle de la circulation des capitaux pour ensuite épuiser leurs populations, leurs cheptels, en les attirant par des mesures incitatives qui donc favorisent le capital sur le travail, et produisent la catastrophe environnementale.



Nature totalitaire et légitimité truquée de l'Etat.

Mais, au fond, qu'est-ce que l'Etat ? C'est un ensemble d'institutions coordonnées, distinct de la société et qui se veut et se prétend destiné à gérer celle-ci ; il détient – selon la célèbre formule de Max Weber – le monopole de la violence physique légitime, par quoi il faut comprendre qu'il *cumule et se réserve* de manière exclusive les usages de la violence ainsi que *les moyens* d'en faire usage, et institue les *justifications acceptables* de cette violence. C'est bien là que se trouve sa vocation nécessairement totalitaire : il ne peut la réaliser que si la population renonce soit à l'usage de la violence (essentiellement : contre lui) soit à la capacité et aux moyens d'en faire usage (ne plus savoir le faire, ne plus pouvoir se procurer les armes, ne plus trouver d'intérêt ou de motivation à le faire, ne plus trouver aucun objectif qui justifie qu'on le fasse, etc.), soit aux deux. Cette renonciation ne peut pas être seulement le résultat de cet usage de la violence, mais le résultat des recettes de légitimation qu'ont développés les Etats modernes.

On peut déterminer au moins quatorze techniques utilisées par l'Etat – dont certaines qui constituent son essence même – pour instaurer son monopole, le consolider et le justifier. (1) L'Etat crée un corps de métier ayant le monopole des armes, de leur usage, des techniques qui accompagnent celui-ci, ainsi que la mise en œuvre d'un écart croissant entre l'efficacité de ces armes et celles éventuellement disponibles pour la population qu'il contrôle. Celle-ci est nécessairement mise en situation de faiblesse confrontée à l'appareil d'Etat, ce qui permet, d'une part, (2) *la répression brutale* (interventions armées du même corps de métier spécialisé, permanent et institué pour cela mais auquel on donne *aussi* des tâches plus légitimes) par la mise à mort, la politique de la terre brûlée, les exécutions sommaires, cruelles et exemplaires, la confiscation des biens, la torture, les mutilations, etc. et/ou par le truchement d'un arsenal législatif (ou de possibilités d'interprétation de celui-ci par un corps de spécialistes partageant les intérêts de classe des dirigeants ou de leur clique) qui criminalise une gamme de plus en plus large d'actes de résistances, généralement en les assimilant à des crimes crapuleux, d'autre part, (3) des guerres de prédation sur d'autres peuples, d'autres territoires, d'autres Etats, lesquelles permettent par le vol, le pillage, les impôts perçus sur les nouvelles populations, la confiscation de terres et des biens, de redistribuer les richesses ainsi obtenues à des élites (et leurs clientèles) et/ou de résoudre fût-ce momentanément des conflits sociaux internes en offrant des opportunités de promotion sociale ou de redistribution sans spolier ces mêmes élites internes.

(4) Grâce à ce corps armé et à une administration qui collecte des renseignements, il peut opérer des *exportations* ou *déportations des populations problématiques* dans des territoires éloignés, sans contact direct avec les zones de révoltes sous formes de bagnards ou de colons ; il peut aussi (5) *les enfermer* dans des camps, des prisons, des workhouses, des usines, des bateaux, des ghettos, etc., ou encore *ségréguer*, former une séparation interne et politico-sociale plus que physique. L'Etat (6) met *en opposition des groupes sociaux contestataires avec d'autres groupes internes* (contestataires) en amplifiant leurs conflits d'intérêts ou en travaillant sur les représentations sociales que se font ces groupes des autres (l'exemple le plus classique est de monter un groupe dominant

contre un dominé, comme des majorités culturelles ou linguistiques contre des minorités – les immigrés par exemple –, etc.) ou avec des groupes externes (la guerre ou la colonisation en sont les plus beaux exemples), soit pour détourner d'un problème (et d'un groupe social) qui divise, soit pour éliminer les gens qui sont porteurs d'un intérêt opposé à l'agenda étatique.

(7) Il offre généralement *des services* (régulation, compensation, aide d'urgence, recours, redistribution, etc.) qui suivent la suppression (graduelle ou brutale) de l'autonomie individuelle ou d'autarcie collective ; ces services permettent des alliances conjoncturelles avec diverses catégories de population contre d'autres (chacune se vouant à l'Etat en espérant bénéficier de ses largesses) et de prétendre, à la manière d'un dresseur qui affame un animal pour mieux le nourrir et ainsi gagner sa reconnaissance, qu'il est utile voire nécessaire, en tout cas indispensable : l'Etat, bien avant le capitalisme, est le premier créateur de la *rareté*, et d'abord de la *rareté politique* puisqu'il élimine, assèche, recycle ou phagocyte les institutions existantes (sauvant généralement celles qui manifestent les aspects les plus hiérarchiques), les capacités généralisées de prise de décision et d'organisation, un peu comme les religions qui s'implantent réutilisent les fêtes ou liturgies qui les ont précédées. L'Etat instaure ou institutionnalise (8) des *souppes cathartiques*, des jeux où les tensions sociales et politiques sont mimées, ritualisées et littéralement dégonflées, comme les carnivals, les fêtes populaires, les compétitions sportives, les jeux du cirque, ou encore les débats médiatiques, parlementaires, les élections, les célébrations partocratiques où, souvent, sa logique est célébrée.

S'y joignent (9) des discours de normalisation et de légitimation, dont ceux concernant l'école sont les meilleurs exemples, mais aussi, et surtout, des fictions idéologiques selon lesquelles la source de son action aurait une source digne, extérieure et transcendante, comme Dieu, ou immanente, comme la volonté populaire, puisqu'elle s'inscrit dans la participation de la population au pouvoir, une formule bien entendu très vague (on peut participer sans décider, on peut participer au travers de représentants, on peut participer dans certains domaines, mais pas dans d'autres, on peut participer tous les x nombres d'années, on peut participer à *telles* conditions, on peut participer à de purs rituels, on peut même participer de manière mythique ou hypothétique avec un contrat social qu'on n'a jamais signé et qui n'a aucune existence historique, etc.) ou encore une explication téléologique, comme l'efficacité technique, les grands projets, les grands travaux d'infrastructures, les monuments, les statistiques donnant par leur précision et leur densité l'impression que, puisque cela est su, cela est pu et fait.

Il organise bien sûr dans le même élan (10) la *révision de la mémoire collective* et son *atemporalité* par l'usage des mêmes rites, des mythes (l'enfer dehors, le bonheur dedans), de signes (la croissance économique, l'espérance de vie) qui semblent l'inscrire dans l'éternité puis, plus récemment, par l'instauration de l'enseignement obligatoire et généralisé qui mêle les rites (scolaires), le dressage industriel, la normalisation hiérarchique et la vulgate des sciences historiques. Il fait (11) des *concessions à la marge* ou *les leurres* par lesquels, lors des révoltes – incessantes et qui ont secoué sa mise en

place de la fin du moyen-âge au XIX^e siècle –, il détourne les revendications de fond, qui s'élaborent toujours à partir de la revendication populaire d'auto-organisation, concédant en totalité ou en partie, et en tout cas sans que cela remette en cause son agenda, ce pour quoi les populations réclamaient l'autonomie (baisse des taxes, répartition de l'assiette fiscale, exigences culturelles et linguistiques), en particulier dans les situations d'urgence, laissant croire qu'il est *in fine* à leur écoute et que donc l'autonomie n'est pas nécessaire.

C'est bien là que se trouve sa vocation nécessairement totalitaire : il ne peut la réaliser que si la population renonce soit à l'usage de la violence, soit à la capacité et aux moyens d'en faire usage.

Il développe (12) des instruments de recueil et de traitement d'informations sur les populations (sous prétexte de mieux les servir) – le contrôle – et d'instruments d'influence à partir des données récoltées. Il profite (13) de la peur, de l'hébétude et/ou de l'impuissance des populations sous le choc, utilise des opportunités d'intérêt général pour renforcer son pouvoir, autrement dit, il saisit les situations de crises (guerres, guerres civiles, campagnes terroristes, épidémies, catastrophes naturelles, etc.) présentées comme menaçant la société globalement pour renforcer avec plus de confort idéologique et pratique son arsenal législatif, technique, institutionnel.

(14) Il organise *la division d'un pouvoir dont les détenteurs sont les usufruitiers et sa distribution inégale, et à « doses » généralement insignifiantes du point de vue global (c'est-à-dire ne pouvant pas entrer en concurrence avec le pouvoir centralisé des élites politiques et économiques, mieux : le nourrissant), mais suffisamment manifestes, « jouissives »* pour que chacun accepte de les subir. L'Etat, en particulier postmoderne, offre en effet une gamme quasi-infinie de capacités de micro-contrôles et de micro-contraintes directes ou indirectes sur autrui, sur les autres individus, qui sont garanties par l'existence de l'Etat : du pouvoir de délais et de chicaneries du fonctionnaire au plus bas de l'échelle à celui de harceler par textos ou sur les réseaux sociaux (même par la chasse aux harceleurs et aux délits d'opinion) ou, pour le consommateur, de se plaindre d'un employé de caisse qui a oublié un centime ou d'une entreprise dont on n'a pas apprécié le service en passant par la capacité de faire redoubler un élève par les professeurs, chacun est investi d'un ensemble de capacités de nuire, d'exercer un sadisme mesquin parfois seulement phatique (« vous avez vu comme je peux faire mal ! ») exponentiel. Cette poudre de perlimpinpin de petits pouvoirs est très exactement ce qui explique l'obéissance du grand nombre qui consternait La Boétie, et qui a été renforcée par la société de consommation et de spectacle.

Et que l'on ne s'y trompe pas : à titre d'exemple, l'extension elle aussi exponentielle des législations et pénalisations de divers comportements et opinions, pour l'heure essentiellement tournées vers les mœurs (l'interdiction de la fessée parentale, de divers actes de harcèlement de rue, les mesures anti-harcèlement psychologique, la pénalisation des déclarations racistes, sexistes, etc.) ne réduisent pas ces micro-pouvoirs, au contraire, ils les intensifient et les multiplient, car aucune législation

n'empêchera le racisme (bien au contraire) ou le harcèlement, quelle que soit sa forme. Par contre, elle donnera de nouveaux micro-pouvoirs, de nouvelles opportunités de nuire en privé qui se surajouteront aux nuisances qu'elles sont censées combattre et amèneront des services justificateurs de l'Etat supplémentaires : plus la hiérarchie et les inégalités seront écrasantes, et donc susciteront des tensions et des injustices, plus des moyens transversaux de nuire individuellement, et donc sans remettre en cause ces hiérarchies, ces inégalités et la déshumanisation grasse dont elles relèvent seront disponibles, comme des soupapes, passant toujours par des organes d'Etat. Celui-ci offre une fois de plus des services pour donner l'impression de résoudre en aval les problèmes qu'il crée et accentue en amont. A ce titre, ce n'est sans doute pas un hasard si – alors même que les droits syndicaux, donc des capacités collectives (et parfois même effectives) de s'opposer à l'Etat et au Capital, sont de plus en plus restreintes – les capacités de plainte contre les comportements individuels s'étendent, permettant, soit dit en passant, d'empêcher l'usage de droits collectifs (le droit de l'individu d'aller travailler contre l'une des techniques de grève qu'est le piquet de blocage), ou de leur dénier (rhétoriquement) toute légitimité (pourquoi faudrait-il réguler le travail partiel ou stopper le contrat de travail précaire qui paupérise les femmes quand on multiplie les procédures judiciaires individuelles permettant aux femmes d'attaquer un patron harceleur en justice ?).

Il va de soi que toutes ces techniques ou tactiques se combinent : on peut à la fois monter la population contre une minorité, la ségréguer puis la déporter ; cela demande des instruments de récolte d'informations et cela peut permettre de concéder quelque chose à une autre partie de la population sur le dos de celle qu'on exclut, donc de se légitimer, et ainsi de suite.

L'Etat détruit ou ordonne, donc phagocyte, tout ce qui n'est pas lui. Il est la seule organisation politique qui considère qu'il ne peut pas exister d'en dehors, d'altérité, mais qui en a besoin pour faire fonctionner sa machine. Un peu comme ces requins dont on dit qu'ils meurent s'ils arrêtent de nager, l'Etat est en mouvement, en ressac permanent. Son totalitarisme ne consiste pas à tout contrôler (ce qui est impossible), mais à artificialiser ce qu'il contrôle, soit, en reconquérant ce dont il a perdu le contrôle (des territoires, des domaines d'activités, des populations marginales, etc.), mais qu'il a en général déjà eu le temps de formater fût-ce a minima, soit en créant des situations contre-productives qui, malgré l'écroulement de l'un ou l'autre de ses avatars, impliquent et amènent, pour les gérer, un surcroît de pouvoir. Et, à propos de ces avatars, il faut bien comprendre que leurs oppositions, leur jeu de concurrence garantit la pérennité de la forme étatique : c'est parce que chaque Etat voit ses prérogatives toujours potentiellement menacées par un autre Etat que la forme étatique se renforce, chacun devant être meilleur, plus résistant, plus résilient que les autres. C'est bien ce qui explique que des Etats puissent se déforcer, se délester de certaines prérogatives, comme, ces dernières années, le contrôle des capitaux : en cessant de taxer ou de retenir de force les capitaux pour mieux les attirer, les Etats ont essayé de se voler les uns les autres avec des avantages comparatifs fiscaux et législatifs, créant ainsi un milieu

artificiel qui leur a par certains aspects échappé, mais qu'ils pourraient assez facilement reprendre sous contrôle à partir du moment où les plus puissants d'entre eux n'y trouveraient plus leur compte.

Non seulement on ne peut agir contre lui, mais on ne peut agir *sans* lui. Quoi que l'on veuille faire, il faut son approbation et passer par ses formes, ses filtres, ses concepts, ses outils, ses moules, ses projets et, au final, ses fins. Rien n'est plus profondément antiécologique que l'Etat, que ce milieu artificiel, désincarné voué à l'accroissement exponentiel du pouvoir et de l'homogénéisation : il « veut » agir partout, tout le temps, dans tous les domaines, et être l'intermédiaires entre tous et tout.

L'Etat est une machine à accumuler, à densifier et à centraliser de la puissance alors que les écologistes la refusent ; l'Etat est une machine à homogénéiser, à uniformiser, à standardiser alors que les écologistes veulent l'hétérogénéité, la diversité culturelle, la biodiversité ; l'Etat est une machine à inégalités et à verticalité alors que les écologistes veulent l'équité et l'horizontalité des rapports sociaux ; l'Etat est une machine de contrainte et de contrôle alors que les écologistes veulent l'autonomie personnelle et communautaire.



L'échec de la stratégie écologiste.

Cette nature spécifique de l'Etat – automate structurel, opportuniste conjoncturel – implique que la non-violence de l'opposition n'est pas, n'a peut-être jamais été une option acceptable. Tout en atteste : sans même compter l'investiture étatique ou

particratique, l'inflation d'institutions spécialisées et d'expertise ou encore les jeux taxatoires censés orienter la consommation, qui n'ont jamais été des options pour les écologistes radicaux, cohérents, les quatre stratégies déployées par ceux-ci – l'exemplarité individuelle ou collective (montrer l'alternative par sa propre vie pour qu'elle soit copiée), les communautés de marge (les ZAD, les expériences de squats, les communautés autogérées dans les périphéries, etc.), les actions associatives intégrées (allant des groupes de pression aux groupes développant les apprentissages des alternatives, donc des savoirs vernaculaires) et la résistance civile (blocages, manifestations, grèves, actions symboliques diverses, pétitions, etc.) – n'ont pas donné de résultats probants : quelle que soit sa forme, la non-violence qui sous-tend ces stratégies n'est désormais clairement ni efficace, ni exemplative ; elle n'est peut-être même plus vertueuse : à un certain degré d'aliénation, de déshumanisation, elle n'a plus rien à offrir qui la justifie en termes de dignité, ni dans ses conséquences, ni dans les intentions, ni en tant que forme d'abnégation. Elle n'est plus que lâcheté et soumission. La politique est, a toujours été et sera hélas toujours, un rapport de forces.

Or, si les écologistes radicaux ont compris qu'il fallait se réapproprier les savoirs vernaculaires, et surtout ceux de la survie, physique et communautaire, ainsi que de l'organisation démocratique, ils n'ont pas encore bien intégré l'idée qu'il leur fallait penser et organiser leur auto-défense, leur *force*, parce que jamais l'Etat ne les laissera faire (et, si c'est le cas, c'est que leur action n'est pas gênante ou lui est carrément utile) ; que les savoirs vernaculaires et techniques concernant la violence, le combat, l'action armée, la tactique et la stratégie, que les vertus qui les accompagnent (le courage physique, le courage psychique, l'opiniâtreté, la camaraderie de combat, etc.) devaient impérativement être récupérés, thésaurisés, travaillés, réactualisés, diffusés, comme ils l'étaient dans la démocratie athénienne : il ne peut y avoir démocratie sans un peuple prêt à combattre. *L'agora appelle nécessairement l'ensemble de ceux qui y participent à la défendre et le citoyen d'une société démocratique doit aussi en être le soldat* – et que la guerre ait été faite soit par de la chair à canon comme durant la première guerre mondiale, soit avec de la GRH au service des techniques comme durant la deuxième guerre mondiale, soit avec des spécialistes ayant le monopole des armes et des compétences touchant à leur utilisation par opposition à des bidasses peleurs de patates et juste bons à défiler, ou encore en l'absence complète de non-spécialistes dans le métier des armes, est assez indicatif de la situation politique des pays qui se prétendent démocratiques... Nombre d'écologistes et d'antimilitaristes (dont l'auteur de ces lignes) saluèrent la fin du service militaire comme une victoire et une libération : ce fut une terrible erreur, digne de celle des pacifistes des années 1930 qui applaudirent Chamberlain ; nous avons perdu les quelques bases (certes souvent médiocres) de savoir militaire et tactique que l'on y dispensait, mais aussi l'expérience commune, interne, de l'appareil d'Etat dans ce qu'il a de plus sordide et de plus détestable.

Si les écologistes radicaux ont compris qu'il fallait se réapproprier les savoirs vernaculaires, ils n'ont pas encore bien intégré l'idée qu'il leur fallait penser et organiser leur auto-défense.

Le refus de la violence ou, plus précisément, de la force, c'est-à-dire de la *capacité* de nuire, de faire pression par une menace réelle, est clairement devenu aussi dogmatique que contre-productif, inadapté au fondement de la logique politique, et finalement très ajusté à la logique consumériste. Les broutilles contestataires – les manifestations, pétitions, boycotts, élections, actes de résistance civile, marques virtuelles de désapprobation, de catharsis, mais aussi les grèves, etc. – vaccinent l'Etat au lieu de l'atteindre, excitent son système immunitaire, nourrissent ses algorithmes : il repère, marque, collecte, analyse, évalue, classe, range, teste des parades, change d'échelles, tâte la légitimité qu'il reconstruit sans cesse avec sa propagande, la met en balance avec la réactivité des opposants, et puis il frappe. Il tue.

Par ailleurs, que l'on ne s'y trompe pas, parmi ces broutilles contestataires, ces techniques inopérantes, il n'y en a pas que de non violentes ; on comptera même l'une des plus violentes qui soient: le terrorisme, qui de surcroît prend le plus souvent une forme indiscriminée, de masse, plus techniquement confortable. Le terrorisme n'a *jamais* été efficace sauf pour renforcer les pouvoirs (et donc la terreur) de l'Etat et pour donner à celui-ci des justifications (et des prétextes) spectaculaires à ce renforcement politique, légal et technique. Outre qu'il est absurde du point de vue utilitaire, systématiquement contreproductif du point de vue politique, il est aussi une aberration éthique, puisque, à l'instar des guerres postmodernes, toujours totales même si elles sont qualifiées de « basse intensité », il se passe de la distinction combattants/non combattants, civils/militaires, responsables politiques/populations soumises, faibles/fort, dominés/dominants, de l'équité de traitement, des principes de justice, etc.

Les arguments contre la violence sont nombreux, connus et plutôt solides : elle est immorale du point de vue individuel ; elle appelle d'autres violences ; elle n'est pas populaire ; elle amène un état d'esprit et une forme d'organisation malsains, absolument contraire à ce que défendent les écologistes ; sauf si elle est massive, elle est rarement efficace pour renverser un pouvoir, et quand elle l'est, elle offre d'immenses potentialités pour les individus et les organisations les plus sordides, les plus cyniques ou les plus sectaires. Par-dessus le marché, elle appelle la puissance, et c'est là le grand danger qu'y voient à juste titre les écologistes. Mais c'est précisément pour toutes ces raisons qu'elle doit être *pensée et maîtrisée* dans ses formes comme dans ses objectifs, qu'elle *doit* faire l'objet d'une technique et d'une éthique *démocratiques* ; que les expériences de révoltes populaires (les luddites, les Canuts, les Marrons, les bandits sociaux, les pirates, les hors-la-loi de l'Atlantique[5], etc.), paysannes (les jacques, les camisards, les anabaptistes, etc.), ouvrières ou militaires (les soldats anarchistes de la guerre d'Espagne, les makhnistes, etc.) doivent être redécouvertes, étudiées, préparées, que l'on doit en tirer des leçons ; que les écologistes doivent maîtriser les techniques et outils de combats, de riposte, de survie, de solidarité de front, devenir des combattants capables, efficaces, structurés ; que les micro-résistances doivent être systématisées et intensifiées ; que les grèves, hacking et actions de blocage ou de sabotage doivent être soigneusement réactualisées, coordonnées, planifiées dans une perspective stratégique et plus seulement tactique ; et que la sociabilité seulement cathartique ou phatique doit absolument être abandonnée : pleurer ou maugréer ensemble devant le spectacle de ceux qui pleurent et

maugré n'a jamais été une manière de faire pression dans un rapport de forces, bien au contraire. Tendre la joue, même pleine de larmes, ou n'être prêt qu'à cela, c'est au mieux, se prêter au code-barre ou, pire, à ce à quoi il sert.



Retour au réel : la politique comme rapport de forces.

Et s'il va de soi que, même dans la légitime défense (et dans son esprit de proportionnalité et de menace immédiate et réelle), l'atteinte aux personnes physiques doit demeurer le mode d'action de *dernière* ligne et doit de toute façon être encadré par une sévère casuistique où les droits moraux et la dignité de l'individu priment, une chose est sûre : la situation est si grave que la violence ne peut plus être rejetée a priori. Nous *sommes* en état de légitime défense : la menace (environnementale, sociale et politique) est réelle, directe et immédiate même si un certain nombre de ses effets sont différés dans le temps et encore diffus, confus dans leur distribution sociale, globale. C'est la logique du principe de précaution dans sa version la plus dure qui doit désormais percoler dans le principe de légitime défense, lequel a été conçu dans une optique strictement utilitariste.

Ce discours peut sembler va-t-en-guerre. Mais enfin, revenons au réel : en face des écologistes, il y a des milices d'Etat (la police), l'armée, les mafias (car si l'Etat perdait pieds, ce seraient les mafias et/ou le tribalisme qui s'engouffreraient dans la brèche), les milices privées du patronat et l'immense inertie d'une population généralement servile. Et, en imaginant avec optimisme qu'un grand bouleversement fondamental écologiste puisse avoir lieu quelque part, puisse carrément écartier un Etat, les mafias et les milices

privées, il resterait tous les autres Etats (et mafias, etc.) à combattre – répétons-le : à chaque fois qu’une alternative concrète et enthousiaste se construit, même à minima, les Etats cherchent à les détruire. Il n’y a aucun contre-exemple. A moins d’un effondrement qui, s’il advient jamais, s’il est encore utile, promet avec certitude de ne pas être uniforme, le gué ne sera pas passé par tout le monde au même moment. Dans l’hypothèse d’une Europe devenue écologiste (rêvons un peu : des centaines de milliers de communes fédérées en un grand système de démocratie directe et tournées vers la coopération, la sobriété économique, la pluralité culturelle et l’autosuffisance minimale) par-dessus la tête des Macron ou Merkel en tous genres, et de leurs sbires creveurs d’yeux, on voit mal un Bolsonaro ou un Xi Jinping (et sa machine d’Etat) emboîter béatement le pas... Ils ne laisseront jamais – entendez- bien : *jamais !* – les écologistes, les gens de bon sens, les gens raisonnables sauver notre monde, notre espèce et notre dignité. L’affrontement est *inévitable* et l’on n’y fera pas face avec une béatitude hippie – pas plus d’ailleurs qu’avec la logique survivaliste qui ne se soucie guère que de la survie des individus et de leurs phratries affectives, viriles, ensevelis dans des bunkers remplis de gadgets.

La stratégie écologiste d’expérimentation de sociétés alternatives ne peut plus se faire en croyant que, puisqu’elles sont en marge, l’Etat sera indifférent, voire bienveillant grâce à des relais au sein de l’appareil.

La stratégie écologiste d’expérimentation de sociétés alternatives ne peut plus se faire en croyant que, puisqu’elles sont en marge, l’Etat sera indifférent, voire bienveillant grâce à des relais au sein de l’appareil. Aussi, *a minima*, l’Etat doit être attaqué démocratiquement (notamment par l’instauration *coûte que coûte* du référendum d’initiative populaire qui est une priorité absolue), sur son versant technologique (tout comme les processus industriels, des processus de recherche doivent être stoppés ou au moins ralentis), sur son versant fiscal (abstentions massives des paiements des taxes et impôts), sur son versant politique (refus du vote, refus massif des participations aux procédures de consultations), sur son versant juridique (attaques de guérillas systématiques, répétées sur les procédures et les règles de droit, avec la mise au point d’une véritable mutualisme juridique) et d’une manière telle qu’aucune marque de respect et de légitimité ne lui soit donnée. Pour ce faire, il faudra être potentiellement capable de donner des coups déterminants à l’Etat, en l’occurrence aux individus qui le dirigent et leur clique de domestiques, qu’ils sachent ce qu’ils risquent s’ils s’attaquent à la population. L’institutionnalisation de la responsabilité personnelle des magistrats était l’une des caractéristiques essentielles de la démocratie athénienne et elle doit être, avec le mandat impératif (quand la représentation est vraiment nécessaire), le pendant de l’organisation de la démocratie directe vers laquelle tous les efforts doivent prioritairement converger.

Répétons-le : les écologistes *doivent* se préparer, se former, s’entraîner, s’organiser tout autant qu’une armée populaire et démocratique, hoplitique, doit assurer la base effective du système, de la réalité démocratique, se préparer en cas où, en sus du contrôle social omnipotent testé en Chine, de la collecte systématique d’informations et

du traçage des populations, déjà au point un peu partout, la police passerait des lacrymogènes, des marquages chimiques du bétail humain et des mutilations par billes de LBD à ces *goodbye weapons*, développées aux Etats-Unis et en Chine, comme les canons à son qui assourdissent les manifestants ou encore les canons à onde qui les rendent malades[6] ... L'Etat n'a jamais rien à perdre à l'usage de la violence. Nous avons tout à gagner à le lui retirer.

Frédéric Dufoing

Vous pouvez vous procurer le deuxième numéro de Contrelittérature sur la librairie en ligne de L'Inactuelle.

[1]W. Berry, « The Gift of Good Land », in *The Art of the Common Place. The Agrarian essays of Wendell Berry*, University Press of Kansas, Lawrence 2003, p. 301

[2]S. Latouche, *La Décroissance*, Que sais-je, Paris, 2019, p. 66

[3]*Ibid.*, p. 67

[4]K. Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, NRF, Gallimard, Paris, 1998.

[5]Voir Markus Rediker, Peter Linebaugh, *L'Hydre aux mille têtes. L'histoire cachée de l'atlantique révolutionnaire*, Amsterdam, Paris, 2008



[6]<https://www.vice.com/fr/article/9kdwmp/les-armes-a-energie-dirigee-sont-elles-les-armes-du-futur> et <http://old.post-gazette.com/pg/04229/362330.stm>